

HEURES MENSUELLES D'INFORMATION HAUTE-GARONNE MARS 2024 A LA RENCONTRE DES COLLEGUES TOUS ET TOUTES EN GREVE ET EN MANIFESTATION LE 19 MARS 2024

Toulouse, le 15 mars 2024

Des heures mensuelles d'information se sont tenues en intersyndicale depuis le début du mois de mars 2024 à Castanet-Tolosan, Cugnaux, Colomiers, au Mirail, à Saint-Gaudens, Balma, à la Cité administrative, rue des Lois, CHU, place Occitane, à Saint-Alban et à Muret.

Ont été abordés avec les collègues présents et présentes: la grève du 19 mars, le gel du point d'indice, la négociation sur l'indemnitaire à la DGFIP, la réforme de la protection sociale complémentaire, l'évaluation professionnelle, la mise en place de la rémunération au mérite, les ruptures conventionnelles (et oui!), l'action sociale, le sens du travail, la semaine en 4 jours, et l'égalité femmes-hommes. Le pont naturel du 10 mai 2024 et les impacts de l'intelligence artificielle.

De nombreux sujets ont été discutés grâce à une très bonne participation des collègues qui ont exprimé leurs inquiétudes. La mobilisation sera d'ampleur le 19 mars 2024.

Mobilisons- nous pour nos rémunérations, nos conditions de travail et notre avenir à la DGFIP !

RENDEZ-VOUS LE 19 MARS 2024 12 HEURES RUE DES LOIS AVANT DE PARTIR TOUS ET TOUTES ENSEMBLE A LA MANIFESTATION AU CAPITOLE A 14 HEURES.

[Parce que de l'argent, il y en a !](#)

Le premier poste des dépenses publiques annuelles (environ 30% des dépenses budgétaires) est constitué « d'aides publiques » aux entreprises mal fléchées, non conditionnées et dont l'efficacité, notamment en matière de lutte contre le chômage, reste à prouver (rapports de la cour des comptes). Pour exemple 160 milliards d'euros ont été alloués aux entreprises en 2019 (30 % des dépenses budgétaires), contre 30 milliards dans les années 90, et la gabegie continue !

Depuis 2017 les impôts ont baissé prioritairement au bénéfice des entreprises et des plus riches :

- 10 milliards par an de baisse des impôts de production,
- 11 milliards par an de baisse de l'impôt sur les sociétés,
- transformation de l'ISF en impôt sur la fortune immobilière, qui coûte 3,5 milliards d'euros par an aux finances publiques,

Syndicat CGT Finances publiques – Section de Haute-Garonne

Centre des Finances publiques, 17 ter Bld Lascrosses 31000 Toulouse

<https://31.cgtfinancespubliques.fr/>

cgt.drifip31@dgifp.finances.gouv.fr

Suivez-nous sur Facebook et Instagram : [@cgtfinancespubliques31](#), Twitter [@CGTfip31](#)

– création du prélèvement forfaitaire unique, qui bénéficie aux épargnants les plus riches, détenteurs d'intérêts, de dividendes et plus-values.

La fraude et l'évasion fiscales sont estimées à plus de 80 milliards d'euros par an.

La loi de programmation militaire 2024 – 2030 prévoit 413 milliards d'euros de dépenses militaires (soit une augmentation de 40 %) et 60 milliards pour les armes nucléaires.

Une honte, alors même que les dernières projections de la Banque de France indiquent que la population devra supporter une hausse du coût de la vie de 2,8 % en 2024.

Dans le même temps, le gouvernement refuse l'augmentation générale des salaires, et notamment de ceux des fonctionnaires, dont les missions de service public sont pourtant essentielles pour la population et en particulier pour les plus précaires.

Pour l'augmentation de nos salaires et de nos rémunérations !

Alors que l'année 2023 s'est terminée avec une inflation de 4,9 % (dont 11,8 % pour les seuls produits alimentaires), à la DGFIP l'érosion de notre rémunération n'a jamais été aussi flagrante, mettant en difficulté de nombreux agents ...

Loin de répondre sur la question des rémunérations et des conditions de travail, le président de la République a réaffirmé la mise en perspective d'une loi fonction publique visant selon lui à mieux reconnaître le « mérite ». Mais les agent.es ne sont pas dans l'attente d'un prétendu « mérite » synonyme d'arbitraire. Ils exigent une augmentation significative de leurs salaires, reconnaissant l'implication de toutes et tous dans le fonctionnement des services publics que ce gouvernement s'acharne à entraver, démanteler, privatiser.

Ensemble, mettons fin à la spirale de stigmatisation et de dévalorisation de l'ensemble des personnels de la fonction publique et refusons de subir une année blanche en termes de traitement.

Construisons le rapport de force qui nous permette d'ouvrir des négociations Fonction publique sur la base de nos revendications, en revalorisant véritablement le point d'indice avec rattrapage des pertes accumulées et indexation sur l'inflation.

